

# Le grand débat national

## LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

- Il faudrait modifier certains types d'impôts
- Pourquoi l'Etat établit des budgets tous les ans en déficit ? qui décide et valide les budgets ? L'équilibre budgétaire devrait être une obligation pour l'Etat également.
- La dette : il ne faut pas en avoir peur. Elle est contractée pour investir, il faut juste la maîtriser (beaucoup d'entre nous ont fait des emprunts pour leur maison, leur voiture... c'est normal). L'Emprunt permet de créer des richesses. Tant qu'on est en capacité de rembourser cette dette pas d'inquiétude.
- La dette est un jeu de distribution des richesses. Le pays est soi-disant en déséquilibre alors qu'après l'intervention des gilets jaunes une redistribution est possible comment se fait-il ? Les corps intermédiaires ne sont pas écoutés : ils ont dû se battre pour être entendus, mais qui va payer la casse des manifestations ? le citoyen ? Est-ce que ça aurait pu être évité ?
- L'investissement est normalement réservé aux entreprises.
- La Cour des comptes devrait vérifier la santé des collectivités pourquoi elle n'intervient pas ? Elle ne sert à rien et il faut la supprimer si elle n'est pas écoutée lorsqu'elle remarque une irrégularité.
- Les collectivités gagnent 100€ et dépensent 105€ ? si pendant 20 ans un entrepreneur agissait de la même manière, il serait contraint de mettre la clef sous la porte pour surendettement – Rôle de la Cour des comptes ?
- La dette sera impossible à rembourser, les citoyens en sont conscients, pourquoi en parler ?
- Constat concernant les subventions : Complexité des démarches et procédures pour accéder aux subventions qui crée une inégalité supplémentaire entre les petites communes ou PME et les grosses collectivités et Entreprise – il faut simplifier les démarches et les harmoniser – mettre en place un accompagnement pour ceux et celles qui manquent de moyens.
- Complexité de la réglementation et du millefeuille administratif – à simplifier
- Seuls 45% des ménages payent l'Impôt sur le Revenu, mais par le biais de la TVA et de la CSG tous les ménages sont impactés
- Les Français voient leurs impôts augmenter alors que dans les milieux ruraux les services diminuent (écoles, services publics...) → ils ne comprennent pas, il y a un manque d'explication et de transparence sur où et comment les fonds publics sont utilisés → les gens ont besoin de savoir et de comprendre
- 3 dépenses qui pèsent dans le budget de l'Etat et qui pourtant ne fonctionnent pas :
  - o Education : C'est la principale dépense et pourtant la France régresse, les résultats de l'éducation sont catastrophiques
  - o les retraites : écart entre les retraites de la fonction publique et la retraite des privés (pourquoi certains fonctionnaires peuvent partir en retraite à 50 ans ?)
  - o assurance maladie : certains pays ne paient rien, en France une participation est demandée et donc les gens se soignent de moins en moins



- Fraude à la Sécurité sociale : En référence à la fraude constatée récemment à la carte de sécurité sociale - renforcer les contrôles pour limiter les dépenses frauduleuses
- Fraude à la Retraite : il faut renforcer les contrôles : des personnes décédées non déclarées et des retraites injustifiées qui continuent d'être versées.
- D'autres Etats dans le monde arrivent à avoir des budgets équilibrés, contrairement à la France ? oui les pays du Nord mais ils ont diminué les dépenses sur le service public (masse salariale) + il existe une différence démographique : la Norvège est petit pays avec moins d'habitants.
- Evasion fiscale : pourquoi ce n'est pas géré pas des entreprises privées ?



## L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

- Numérique : de plus en plus de services sont maintenant dématérialisés donc il y a beaucoup moins de contacts humains : pour le citoyen c'est également synonyme de coûts supplémentaires : coût d'un abonnement internet – impression
- Mettre à disposition plus de points d'accès internet comme dans les bibliothèques avec une assistance humaine
- Mettre en place une assistance aux personnes âgées, éloignées du numérique
- Numérique et service public : dépersonnalisation des services : dommage de ne plus avoir d'échanges avec les services publics – relations humaines
- Numérique : déclaration d'impôts obligatoire – le numérique croît par exemple le télétravail se développe, de nombreuses démarches supplémentaires accessibles uniquement par le numérique il faudra donc s'adapter et mettre des moyens en place.
- Disparition de certains services bancaires comme les distributeurs de billets
- Les Régions : Suite à la fusion, constatation de la multiplication des postes sur plusieurs sites – combien ça coûte ? Comment les réduire ?
- Doublons de postes aussi dans les autres institutions – inutilité de certaines assemblées comme le Sénat. Réduire la composition du Sénat ou le supprimer ?
- Il faudrait une VI<sup>e</sup> République avec un Président qui a moins de pouvoir et que la Chambre élue en ait plus, mais plus de Sénat.
- Attention que les élus ruraux ne soient pas les premiers évincés : Qui pour défendre les territoires ruraux dans les grandes instances ?
- Les collectivités se démultiplient sur les feuilles d'impôt : Commune, Communauté de Communes, Département, Etat .... Bientôt Taxe Gemapi → Les communautés de communes ont-elles été créées pour supprimer les communes ? Il faut simplifier le millefeuille administratif.
- Une simplification des strates administratives est indispensable afin de clarifier qui fait quoi.
- Le système de recrutement et d'avancement dans la fonction publique est obsolète : des gens qualifiés et compétents ne peuvent pas progresser s'ils n'arrivent pas à avoir de concours (qui ne sont plus adaptés au travail demandé aux fonctionnaires) et inversement. Il faut réformer le fonctionnement, le recrutement ... Il faut également mettre en place un management dans la Fonction Publique (avec des systèmes de primes par exemple).
- Systèmes de prime pour les agents de la fonction publique : concernant la FPH et L'éducation nationale comment définir ces primes ?
- Les gilets jaunes un peu à l'origine du débat : ce sont des personnes qui cherchent du travail et il y a des entrepreneurs qui ne trouvent pas d'employés qualifiés (ex chaudronniers) → il faut revoir le système d'information des chercheurs d'emploi pour mettre en liaison les entreprises et les chercheurs d'emploi + que l'apprentissage corresponde aux besoins des entreprises.
- Il faudrait se décider à arrêter les changements (exemple : la compétence transports qui passe du Département à la Région, les formations qui sont modifiées régulièrement
- Il y a un grand besoin de simplification des démarches administratives : manque d'informations, difficultés d'obtenir des renseignements, les services sont déjà débordés (CAF, impôts...on leur confie en plus d'autres missions.
- Problème de personnel : le numérique ne remplace pas les gens. On veut diminuer le nombre de fonctionnaires (départs non remplacés...) mais c'est un mauvais choix qui empêche le bon fonctionnement des services
- Simplification des strates administratives afin de clarifier qui fait quoi ?
- Mais attention, si on supprime des échelons, on va créer des mégastructures où les petites communes ne seront plus représentées et écoutées.



## DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

- Reconnaissance des votes blancs
- Pour être élu il faudrait avoir au moins 50% des voix (en prenant en compte les blancs).
- Instauration d'une obligation de vote si on reconnaît le vote blanc
- Si le vote est rendu obligatoire : quelle sanction pour ceux qui ne votent pas ?
- Si vote blanc reconnu : qu'en fait-on ? On annule l'élection si le taux est trop élevé ?
- Pourquoi les Français n'ont plus confiance dans leurs élus ?
- Défiance des Politiques : de nombreux citoyens rencontrent des difficultés pour terminer le mois alors que les indemnités versées aux politiques sont très élevées (anciens présidents de la République, Affaire Jouanneau...). Au lieu de voter interdiction de plus de 3 mandats successifs, le réduire à deux pour faire des économies.
- La suppression des parlementaires risque de peser sur les territoires ruraux qui ne seront plus représentés. Le travail effectué par les élus n'est pas toujours reconnu (« Tous pourris ») et l'image ne reflète pas la réalité en particulier chez les élus locaux qui d'investissent énormément pour le bien public.
- Il faut au contraire favoriser la proximité des élus acteurs de terrain et leur reconnaissance
- Diminution du nombre d'élus : Oui mais quelles instances ? députés ? Dans ce cas il y aura moins d'élus ruraux proches des territoires.
- CESE : Réformer sa composition en intégrant des citoyens ?
- CESE : Etat pas du tout à l'écoute des collectivités alors que c'est la seule instance qui représente les niveaux intermédiaires → il faut que son poids soit plus fort.
- Associations et fondations : manque de contrôle de ces institutions qui ne respectent pas le principe fondamental de but non lucratif ; les fonds collectés ne sont pas réinjectés dans la fondation ou association
- Les bénévoles sont souvent des retraités mais vu que leurs revenus diminuent, ils ne peuvent plus se déplacer et continuer leurs actions au sein d'associations – problèmes d'accessibilité aux associations – apporter du soutien aux retraités
- Les citoyens se plaignent mais ne s'investissent pas quand on leur demande leur avis : peu de personnes dans les Conseils Consultatifs Citoyens ou dans les réunions publiques : manque de mobilisation des citoyens dans la démocratie participative
- Plus grosse part de proportionnelle dans les élections des députés
- Réduire le nombre de députés est une erreur car plus d'élus locaux = risque de centralisation, il faut plutôt supprimer les énarques qui les cadrent et retouchent les projets de lois proposés par les Députés de terrain.
- Sénat le réduire mais pas le supprimer car il fait le « tampon »
- Associations : tenir compte de la richesse de l'économie sociale et solidaire (ex ADAPEI) à soutenir
  
- L'immigration n'est pas un choix facile, les gens qui se déplacent sont contraints de fuir quelque chose + difficultés pour les immigrants de s'intégrer, de trouver un emploi.
- Malgré tout, de beaux exemples d'intégration en France.
- On parle de réduction de services publics pour réaliser des économies mais a-t-on les moyens de continuer à accueillir des migrants alors que certains retraités (ou autre citoyen) n'ont pas les moyens de vivre ?
- Attention à l'immigration écologique : personne n'en parle mais il faut s'y préparer – la France est un des premiers pays qui a été obligé de déplacer des villages entiers dans l'Océan Pacifique (montée des eaux) et personne n'en parle



## LA TRANSITION ECOLOGIQUE

- L'évolution climatique obligera certaines populations à migrer (manque d'eau notamment)
- Problème de l'obsolescence programmée → il faut légiférer pour lutter contre
- Coût des pièces de réparation incite à jeter et à acheter neuf
- Glyphosate : revenir à une agriculture plus saine, de proximité, qui en plus créerait de l'emploi
- Obliger le fabricant à inclure le coût de recyclage des produits dans le prix d'achat (coût de l'électricité devrait inclure le coût de démantèlement des centrales nucléaires par exemple)
- Taxe écologique sur les carburants à l'origine des gilets jaunes a finalement été abandonnée
- Prime à la conversion voiture : avance de trésorerie compliquée tout comme d'autres aides comme la rénovation de l'habitat ; est ce que les aides quand on les annonce c'est pour qu'on les consomme ? Rendre plus accessibles les aides - Manque de moyens des citoyens
- Incitation à l'achat de véhicules tout électrique alors que la fabrication des batteries ne se fait pas en France. Problème d'élimination des batteries non solutionné - Incohérence entre la volonté de rouler à l'électricité et la volonté de supprimer les centrales nucléaires –
- Développer davantage les énergies renouvelables
- Nous sommes de plus en plus nombreux sur terre et les politiques ne s'inquiètent pas
- Il faut rendre le citoyen plus responsable, éco-geste quotidien à rappeler : surveiller sa consommation d'eau, trier les déchets, composteurs collectifs.... A petite échelle consommer mieux et le transmettre aux plus jeunes.
- Crédit d'impôt : surveiller les justificatifs transmis par les entreprises → fraudes fréquentes (ex panneaux photovoltaïques)
- Véhicules diesel interdits à la circulation (cause de pollution) en France déplacés dans les pays de l'Est : ils ne polluent pas là-bas ?
- Il faut de la transparence au sujet de la taxe carbone : les gens s'étonnent de voir que seuls 18% de la taxe vont repartir dans l'écologie.
- Problèmes des éoliennes en mer qui ne sont pas du tout écologiques vu que la vie maritime en-dessous n'existe plus
- Transports en communs : beaucoup de suppression de petites lignes rurales (train, bus) ce qui engendre une augmentation de l'utilisation de véhicules. Il faudrait réfléchir au rétablissement de certaines lignes.
- Transports en commun : les sociétés d'exploitation des transports doivent-elles être rentables ?
- Mettre en place le Ferroutage : qu'est-ce que l'Etat attend ?
- Oui le pollueur doit payer : l'Etat doit taxer les transports en avion, en bateau... qui sont très polluants
- Développement des modes de transports doux
- Réinstaurer les zones humides pour préserver l'eau (remembrement a été néfaste avec la suppression des haies par exemple).
- Avenir de l'automobile : Il faut avancer plus vite et passer au véhicule à l'hydrogène.
- La France doit se décider à être meneuse et non plus suiveuse.
- [www.ecologie-solidaire.gouv.fr/prix](http://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/prix)



## AUTRES THEMES

- Pouvoir d'achat : le 1<sup>er</sup> février augmentation d'une partie des produits alimentaires soi-disant pour apporter une aide aux agriculteurs. Cette aide leur sera-t-elle réellement versée ?
- SMIC, Retraite : voter un minimum vital à fixer ?
- Coût des trajets automobiles (domicile-travail) : tarifs carburant, autoroute, contrôle technique : difficultés pour les ménages pour se rendre au travail en particulier en milieu rural
- Reprendre les discussions avec les syndicats qui défendaient les intérêts de salariés (SMIC-Retraite)
- TVA : pourquoi ne pas augmenter la taxe sur les produits de luxe de 1% ? et diminuer la TVA sur les produits de première nécessité

